

Les Revendications des Gilets Jaunes

Auteur : Nicolas Piaia

CHARTRE OFFICIELLE DES GILETS JAUNES

25 propositions pour sortir de la crise

Vu que les politiciens feignent de ne pas comprendre les revendications des Gilets Jaunes. Vu que les revendications de certains sont loin d'être suffisantes pour assurer un changement sérieux et pérenne, voici une liste non exhaustive mais qui présente une garantie de résultat sur le long terme. Nous ne sommes pas naïfs, les ploutocrates au pouvoir feront tout pour l'en empêcher, mais il reste néanmoins essentiel de faire appliquer ces quelques propositions.

I- ÉCONOMIE/TRAVAIL

- ÉTAT GÉNÉRAUX** de la fiscalité. Inscrire dans la Constitution l'impossibilité pour l'État de prélever plus de 25 % de la richesse des citoyens.
- AUGMENTATION** immédiate du SMIC, des retraites et des minima sociaux de 40 %.
- EMBAUCHE MASSIVE** de fonctionnaires pour rétablir la qualité des services publics avant la RGPP : gares, hôpitaux, écoles, postes...
- LOGEMENTS** : plan de construction de 5 millions de HLM afin de faire baisser les loyers, le foncier et redynamiser l'économie par l'embauche. Punir lourdement les préfets et maires qui laissent des SDF dormir dehors.
- BANQUES** : les rendre plus petites afin de se protéger des crises, casser les monopoles, séparer le spéculatif du dépôt et interdire le renflouement public.
- ANNULER LA DETTE** : celle-ci n'a pas lieu d'être, elle a déjà été remboursée plusieurs fois.

II- POLITIQUE

- CONSTITUANTE** : Réécrire une Constitution par le peuple et pour les intérêts du peuple souverain. Mise en place des référendums d'initiative populaire.
- INTERDICTION DES LOBBYS** et autres réseaux d'influence. Exclusion définitive de la vie politique de tout élu ayant un casier judiciaire, mettre fin au cumul des mandats.
- FREXIT** : sortie de l'UE afin de regagner nos souverainetés politique, monétaire et économique (respect du référendum de 2005), regagner notre droit de battre monnaie en sortant de l'article 123 du traité de Lisbonne (50 milliards d'euros d'économies par an).
- ÉVASIONS FISCALES** : récupérer les 80 milliards d'euros abandonnés par l'État chaque année au CAC 40.
- ARRÊT IMMÉDIAT DES PRIVATISATIONS** et récupération des biens publics : autoroutes, aéroports, parkings, SNCF...
- RADARS ET VERBALISATIONS** : retrait des radars inutiles et de la verbalisation vidéo qui n'est rien d'autre qu'une taxe déguisée.
- ÉDUCATION NATIONALE** : exclure toute idéologie de ce ministère et mettre à plat les techniques éducatives destructrices (méthode globale...).

III- SANTÉ/ÉCOLOGIE

- OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE** : rallonger les garanties constructeurs à 10 ans minimum en assurant la présence des pièces détachées.
- PLASTIQUES** : interdire à très court terme la commercialisation des bouteilles en plastique, des verres et autres emballages polluants.
- LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES** : affaiblir leur influence, états généraux de la santé et de l'hôpital.
- AGRICULTURE** : interdiction des OGM, des pesticides cancérigènes, des perturbateurs endocriniens, de la monoculture...
- RÉINDUSTRIALISATION** de la France afin de diminuer les importations et donc la pollution.

IV- GÉOPOLITIQUE

- OTAN** : sortie immédiate du traité de l'Atlantique Nord et interdiction d'engager l'armée française dans des guerres d'agression.
- FRANÇAFRIQUE** : cesser le pillage et les ingérences politiques et militaires. Rendre l'argent des dictateurs et les biens mal acquis aux peuples africains. Rapatrier immédiatement tous les soldats français. Mettre fin au système du franc CFA qui maintient l'Afrique dans la pauvreté. Tisser des rapports d'égal à égal avec les états africains.
- IMMIGRATION** : empêcher les flux migratoires impossibles à accueillir ni à intégrer étant donné la profonde crise civilisationnelle que nous vivons.
- POLITIQUE ÉTRANGÈRE** : respect scrupuleux du droit international et des engagements signés

14 JUSTICE

quadrupler son budget et limiter dans la loi les durées des procédures. Simplifier et rendre la justice totalement gratuite et accessible à tous.

15 MEDIA

casser les monopoles et le copinage médiatico-politique. Rendre les médias accessibles aux citoyens et garantir la pluralité d'opinion. Mettre un terme à la propagande des éditocrates. Retirer la subvention publique des médias (2 milliards par an) ainsi que les niches fiscales des journalistes.

16 GARANTIR LA LIBERTÉ

des citoyens et inscrire dans la Constitution l'interdiction à l'État de s'ingérer dans l'enseignement, l'éducation, la santé, la famille...

Ces 25 propositions vont changer immédiatement le quotidien des Français. Les simples articles 9 et 10 de cette chartre peuvent rapporter jusqu'à 130 milliards d'euros par an au Trésor public. La France est un pays riche, son peuple vaillant et travailleur, elle n'a pas à vivre dans la misère.